

ALIMENTONS LES RÉGIONS

Pour le droit à une alimentation saine et équilibrée pour tous,
Pour une politique foncière agro-écologique,
Pour l'emploi des jeunes

Intervenons ensemble dans le débat des régionales 2010

Faire de la question alimentaire une priorité en matière de développement, ce n'est pas revenir en arrière, mais bien répondre aux défis auxquels l'humanité est confrontée (crise alimentaire, préservation de la biodiversité, changement climatique). C'est aussi et surtout ouvrir à l'ensemble de nos concitoyens une perspective d'emplois, et d'emplois utiles, que ni l'industrie, ni les services ne peuvent à eux seuls satisfaire. C'est répondre aujourd'hui à une demande sociale émergente de la part de jeunes, de plus en plus nombreux, de plus en plus qualifiés, qui aspirent à s'installer professionnellement dans l'agriculture nourricière. C'est répondre aux difficultés d'approvisionnement de la restauration collective en matière d'alimentation de qualité et de proximité.

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est construire avec le Sud une réponse durable pour en finir avec la faim, en fondant la souveraineté alimentaire, du niveau local au niveau international, sur des politiques agraires favorisant la multiplication des lopins vivriers et sur la création de filières de formation et d'installation massive de jeunes dans les métiers de l'agro-écologie et de l'alimentation saine.

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est remettre en cause les politiques d'aménagement du territoire et d'urbanisme qui consomment en France l'équivalent de 60 000 hectares par an d'espace agricole, soit la disparition d'un département tous les six ans. C'est utiliser le foncier pour changer de développement et permettre aux citoyens de reconquérir de nouvelles libertés, de nouveaux droits.

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est freiner le développement des grandes surfaces et soutenir le commerce de proximité indépendant, le développement des marchés de plein air et celui des infrastructures de transformation et de stockage.

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est remettre en cause un développement économique qui s'accommode, depuis plusieurs décennies, d'un niveau de chômage et de précarité salariale élevés, n'épargnant aujourd'hui aucune classe sociale. Et qui, pour préserver des privilèges exorbitants de quelques uns, conduit nos dirigeants à sauver sans contrepartie un système financier malfaisant et injuste, en chargeant les contribuables, les salariés, et les générations futures d'un très lourd fardeau, sans servir l'économie.

Faire de la question alimentaire une priorité conduit à :

- permettre aux paysans de vivre de leur travail face aux exigences financières de la grande distribution et de certains secteurs agro-alimentaires. Le rapport récent de l'Observatoire des prix et des marges permet de bien mettre en évidence que les producteurs (et notamment les producteurs de lait) et les consommateurs sont les dindons de la farce d'une politique publique qui vise à accréditer les slogans publicitaires et mensongers de la grande distribution s'autoproclamant défenseur du pouvoir d'achat.
- considérer que même si nous avons besoin de tous les agriculteurs, il faut mettre un terme à une certaine agriculture qui nous nourrit de plus en plus mal (développement des cancers, baisse de la fertilité) qui épuise et pollue les sols et l'eau et qui détruit la biodiversité agricole et sauvage. Le développement des algues vertes en Bretagne lié à la concentration de l'activité porcine ou la disparition des zones humides du marais poitevin due aux exigences hydrauliques démesurées des cultures du maïs en sont des exemples parmi bien d'autres.
- développer et valoriser la biodiversité agricole et sauvage (plantes et animaux) dans les fermes, favoriser les échanges de savoir faire et de semences reproductibles entre paysans et jardiniers, promouvoir les races animales locales rustiques et protéger le patrimoine régional contre les OGM, la bio piraterie et la concurrence économique déloyale ; diversifier la production et favoriser l'autoproduction alimentaire.
- concevoir des règles d'urbanisme qui freinent l'étalement urbain et qui associent la construction de logements sociaux à l'accès à une parcelle de terre agricole.
- intégrer à l'instruction obligatoire une éducation au jardinage et à la cuisine, afin de nous rendre moins dépendants des produits transformés de l'agro-industrie.
- offrir à ceux qui le souhaitent, et notamment aux jeunes, la possibilité de produire et distribuer une alimentation saine accessible à tous et d'avoir accès aux ressources (foncier, eau, semences reproductibles, petits équipements, logement...).

Faire de la question alimentaire une priorité, c'est donc l'affaire de tous.

Dans le prolongement de l'action « Alimentons l'Europe » lancée en mai dernier par Minga et Nature & Progrès pour interpeller les candidats aux élections européennes, les élections régionales de mars prochain doivent être l'occasion de mettre ces questions au premier plan en invitant chaque candidat à se déterminer sur des objectifs précis et quantifiés qui se traduiront notamment par :

- un plan Emploi régional pour l'installation paysanne, articulé notamment sur des processus d'apprentissage (initial ou continu) de recherche, de formation et d'accompagnement pour promouvoir les projets de petite taille et les techniques de culture agro-écologique, pour répondre entre autres aux besoins de la restauration collective (hôpitaux, maisons de retraite, cantines,..)
- une politique foncière ambitieuse pour protéger et développer la production alimentaire, en priorité en périphérie urbaine
- un comité de suivi citoyen pour apprécier l'avancée de ce plan tout le long de la mandature (veille citoyenne).

Aujourd'hui, la semence est devenue également une marchandise confisquée par le droit de la propriété intellectuelle et la terre un objet de spéculation sans précédent alimenté notamment par l'étalement urbain et le mitage de l'espace rural. La mise en débat public de ce sujet va donc soulever de fortes oppositions. Ce n'est pas un hasard si les timides tentatives réglementaires de protection n'aboutissent pas (loi de 2005 sur le développement des territoires ruraux).

Fort de ce constat, nous appelons donc à la constitution d'une large mobilisation citoyenne pour s'organiser autour de groupes régionaux afin de concrétiser des propositions en rapport avec les territoires de chaque région avant la fin de l'année.

A l'initiative de Minga, Nature & Progrès, Frères des Hommes

Premiers signataires :

Réseau Semences Paysannes, Amis de la Terre France, Comité National de Liaison des Régies de Quartier (CNLRQ), Coopaname, Action Consommation, Confédération Paysanne, Réseau Ecobatis, les AMAP d'Ile de France, de Rhône Alpes, du Limousin et de la Région PACA, Terre de Liens Rhône-Alpes

Personnalités :

Dominique Méda (agrégée de philosophie), Jean Gadrey (professeur d'économie), Jacques Testart (directeur honoraire de recherches à l'INSERM), Isabelle Stengers (philosophe, Université Libre de Bruxelles), Christian Jacquiau (diplômé d'expertise comptable), Christian Vélot (maître de conférences en génétique moléculaire à l'Université Paris Sud), Michel Onfray (philosophe), Marc Dufumier (ingénieur agronome et professeur à AgroParisTech), Philippe Desbrosses (agriculteur, docteur en Sciences de l'Environnement), François Plassard (ingénieur en agriculture, docteur en économie), Olivier Porte (réalisateur), Gilles Clement (paysagiste)

Coordination inter-régionale :

Alimentons les Régions

Nature & Progrès
16, avenue Carnot
30100 Alès

contact@alimentons-les-regions.fr